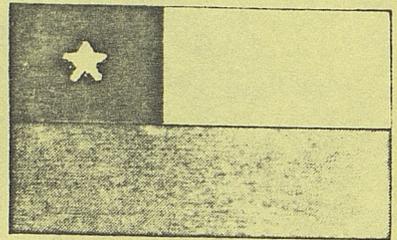


# FARC ~



FONDO de AYUDA a la RESISTENCIA CHILENA

Paris, 1-30 ABRIL '84

N°24-25



# telex~chile

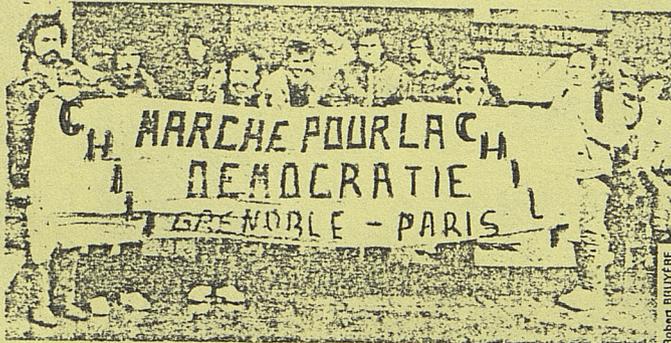
Pour le retour de la démocratie au Chili

## Dix marcheurs en route vers Paris...

DANS LE VENT et la pluie de ce lundi 2 avril, ils étaient une petite dizaine à prendre, à la Villeneuve de Grenoble, le départ d'une marche qui les conduira en six jours à Paris. Organisée conjointement par le comité Chili-Grenoble et le Fonds d'aide à la résistance chilienne, cette marche est une première en France et, à ce titre, suscite un légitime intérêt. Elle pourrait être reprise par d'autres comités locaux dans un proche avenir.

« Pour nous, il s'agit de dire que le Chili doit redevenir démocratique, que les exiliés puissent retourner dans leur pays et que tous les prisonniers politiques soient libérés. Nous dédions également cette marche aux trois camarades résistants qui viennent d'être condamnés à mort ». Stratégiquement, cette marche a été située à moins d'un mois de la grève générale qui affectera le Chili le mois prochain.

Les « marcheurs » devaient aller à Saint-Egrève à l'heure du déjeuner et souhaitaient atteindre Lyon dans la soirée. Prochaines étapes : Châlon mardi soir, Auxerre mercredi soir, Corbeil



jeudi soir, et l'arrivée à Paris vendredi soir.

« Nous sommes attendus par le comité national, par les partis politiques, que nous avons prévus, et par certaines personnalités. Dans les 80 derniers kilomètres, nous pensons être rejoints et accompagnés par de nombreux « marcheurs ».

Ces « marcheurs » grenoblois espèrent être reçus également par Mme Danièle Mitterrand « qui s'est toujours montrée très préoccupée du sort du Chili ». Au départ de la marche, ils étaient entourés lundi matin de responsables des associations qui les soutiennent : le centre d'information Inter-Peuples.

L'UD-CFDT, le comité franco-chilien de défense des droits de la femme, mais également de membres du Parti communiste, dont Jean Giard, président du groupe municipal, et Edibert Nicolet, secrétaire fédéral.

F.C.

CHILI  
Marche  
Grenoble-  
Paris

Arrivée prévu  
vendredi

C'est pour manifester sa solidarité avec le peuple chilien en lutte contre la dictature militaire de Pinochet imposée et soutenue par l'impérialisme yankee que le comité « Chili-Grenoble » a démarré hier une marche qui aboutira vendredi à Paris. Il veut obtenir le soutien du peuple français à ses revendications contre la répression, la torture, la misère et la famine qui sévissent actuellement au Chili comme en témoignent, par exemple, les trois derniers condamnations à mort décreées contre les militants antifascistes.

Jean Giard, secrétaire fédéral du PCF, président du groupe communiste à la mairie de Grenoble, et Edibert Nicolet, secrétaire de la section de Grenoble étaient présents au départ de la marche pour assurer les participants du soutien le plus complet du PCF à cette initiative.

Gageons qu'à Lyon, Mâcon, Avallon, Auxerre, Sens et Corbeil, où ils seront accueillis dans les bourses du travail, ils trouveront partout la même volonté.

De notre correspondant  
PATRICK CORTEY

**Avallon : marche pour le Chili**  
Hier après midi, les Avallonnais ont vu partir un petit groupe de personnes portant des banderoles et des pancartes en faveur de la résistance chilienne. Ils se dirigent vers Paris en passant par Châlon, Auxerre, Sens et Corbeil. Le départ de la marche a été fixé à 9 heures à la Maison de quartier de la Villeneuve. Chaque jour, les marcheurs feront une quarantaine de kilomètres à pied, étant transportés en camionnettes sur le restant du parcours afin de pouvoir respecter leurs prévisions.

INITIATIVES

CHILI, l'unique Chile sans dictature militaire. Pour participer à la marche, contactez le Centre d'Information Inter-Peuples, 11, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Tél. 01 42 78 11 11.

## Une marche Grenoble - Paris pour la démocratie au Chili

# Départ lundi prochain

Pour soutenir leurs camarades chiliens en lutte pour retrouver un régime démocratique, le comité Chili-Grenoble et le Fonds d'aide à la résistance chilienne - Paris organisent une marche Grenoble - Paris qui quittera la capitale des Alpes lundi matin.

Le rendez-vous est fixé à 9 heures à la Maison de quartier de la Villeneuve. Chaque jour, les marcheurs feront une quarantaine de kilomètres à pied, étant transportés en camionnettes sur le restant du parcours afin de pouvoir respecter leurs prévisions.

En effet, ils ne disposent que d'une semaine pour effectuer tout le voyage, leurs moyens financiers étant limités.

Une quinzaine d'hommes et de femmes

Une quinzaine d'hommes et de femmes s'est portée volontaire pour faire cette longue marche. Agés de 18 à 40 ans, ils sont Chiliens, Latino-Américains et Français.

L'itinéraire prévu comporte des étapes à Lyon, le premier soir (après Saint-Egrève le

mid), Châlon, mardi soir ; Auxerre, mercredi soir ; Corbeil, jeudi soir et l'arrivée à Paris dans la journée de vendredi où ils espèrent être reçus par Mme François Mitterrand.

Un comité d'accueil est prévu à Paris comme à Lyon.

Pourtant un petit noyau de quinze personnes c'est peu. Le comité « Chili-Grenoble » et le « Fonds d'aide à la résistance chilienne » de Paris ont lancé, hier soir, au cours d'une conférence de presse, un appel à la solidarité française et à tous les exiliés chiliens et latino-américains.

afin qu'ils s'unissent et participent à la marche. « Le Chili doit redevenir démocratique maintenant » affirment-ils. « Il faut que tous les exiliés puissent retourner dans leur pays sans conditions. Il faut que tous les prisonniers politiques soient libérés. Il faut que « reapparissent tous les disparus ».

Dix ans de dictature

« Au terme de dix ans de dictature », poursuivent-ils, « le projet économique imposé par les dirigeants a conduit le pays à une catastrophe. Les

conséquences de l'échec de ce système économique sont maintenus jusqu'à présent, se constatent dans le coût très élevé de la vie qui est supportable par toutes les couches de la population, mais plus spécifiquement par les travailleurs et les couches les plus pauvres ».

« Depuis mai 1983, moment le plus fort de la réorganisation luttée, les journées nationales de protestations se succèdent, reprennent dans le sang. Ils ajoutent : « Il est nécessaire de déployer toutes les initiatives pour faire tomber la dictature ».

Pierre DESBRUYÈRES

40 P 119 76

NOTICIAS DEL 1° AL 30 ABRIL 19841º ABRIL '84ATENTADO CARRO POLICIAL

SANTIAGO.- Ocho agentes policiales y cuatro civiles resultaron gravemente heridos el viernes en pleno centro de Santiago, al explotar una poderosa bomba en momentos en que pasaba un microbus con efectivos de Carabineros.

La bomba del tipo "Imán", que provocó una fuerte onda expansiva en un amplio sector del casco central de la capital, fue colocada en un grifo y detonó cuando el vehículo policial que transportaba a 25 agentes, enfrentaba el paso bajo nivel Santa Lucía, a seis cuadras del palacio de La Moneda.

Una hora después del atentado, las emisoras solicitaban sangre para atender a los heridos, al paso que informaban que unas 200 personas estaban detenidas. Antes de la medianoche, unas 500 personas habían sido revisadas por personal policial y de seguridad armados de metralletas, tras iniciar una intensa "operación rastrillo" de allanamiento a todas las residencias del sector.

NUEVA VICTIMA - PROTESTA

SANTIAGO.- Un estudiante apaleado por la policia durante la jornada de protesta el martes pasado, murió el viernes en un hospital de Santiago, por las lesiones que sufrió en la cabeza, según informó la Vicaría Sur de la Iglesia Católica.

La nueva víctima, Juan Aravena Mejias, de 15 años, fue golpeado por agentes de Carabineros, en la vía pública y durante la vigencia del toque de queda. El deceso del joven aumentó a siete el número de civiles muertos durante las manifestaciones anti gubernamentales del 27 de marzo pasado.

LEVANTADA CENSURA

SANTIAGO.- El gobierno militar levantó ayer la censura previa impuesta el lunes pasado a cuatro publicaciones de la oposición, se informó oficialmente.

Las publicaciones afectadas por la medida eran los semanarios "Hoy", de tendencia democristiana, y "Análisis", de centro-izquierda, junto a las revistas quincenales "Cauce", de la socialdemocracia, y "Apsi", de orientación izquierdista.

2 ABRIL '84ATENTADO POLICIAS - PRECISIONES

SANTIAGO.- Un policía murió y otros 11 resultaron heridos en el atentado a un omnibus policial, en la noche del viernes pasado, cuando a su paso estalló una poderosa bomba accionada por contro remoto.

Además de los agentes heridos, seis estudiantes que salían de un centro nocturno de educación, fueron alcanzados por la onda expansiva, en la Alameda Bernardo O'Higgins y frente al Cerro Santa Lucía.

Un civil, que murió baleado por la policía luego del atentado, al no obedecer la orden de detener su automóvil, era el cantante peruano Percy Arana, de sólo 20 años.

El atentado contra el omnibus policial no fue reinvidicado hasta ahora por ninguna organización, pero fuentes gubernamentales responsabilizaron a la izquierda y recordaron que Pinochet denunció esta semana un plan de agitación impulsado por el Partido Comunista.

El omnibus, que quedó destrozado por la explosión, pertenecía a las fuerzas especiales o brigadas de choque de Carabineros, que en la Jornada de Protesta del martes 27 tuvieron a cargo la represión de las manifestaciones anti-gubernamentales.

DETENDIDOS ATENTADO POLICIAS

SANTIAGO.- Los servicios de seguridad del gobierno militar confirmaron hoy la detención de tres presuntos miembros de izquierda, a quienes acusaron de participar en atentados contra varios policías.

La secreta CNI (Central Nacional de Informaciones) dijo que sus agentes detuvieron a Isabel Martínez Sánchez, Luis Arturo Martínez Sánchez y Pedro Abarca Castro, que tendrían en su poder armas automáticas, bombas y documentación subversiva de las "milicias populares de la resistencia".

La CNI afirmó que un cuarto integrante del grupo permanece prófugo y dijo que entre las acciones que se les atribuyen, figuran el ataque a un cuartel y un vehículo de la policía (Carabineros), el jueves pasado, y el baleo en que murió otro agente, el 13 de octubre 1983.

Uno de los detenidos, Pedro Abarca, había llegado a Chile hace cuatro meses procedente desde Francia. La versión agregó que en su poder, la policía encontró granadas, municiones y material explosivo, luego de allanamientos y operativos practicados en Santiago por la CNI y Carabineros, encaminados a detener a los autores de un atentado en el que murió un agente y otros 11 quedaron heridos.

LIBERTAD - DIRIGENTE

PUNTA ARENAS.- El dirigente de los trabajadores del petróleo, José Ruiz di Giorgio, fue liberado hoy tras permanecer detenido 5 semanas, acusado de participar en el denominado "puntarenazo" del 26 de febrero pasado, manifestación contraria al regimen militar en presencia de Pinochet. En esa ocasión fueron detenidos también el dirigente D.C., Carlos Wladinic y otras 16 personas.

3 ABRIL '84DECLARACIONES DEL M.D.P.

SANTIAGO.- El izquierdista Movimiento Democrático Popular (M.D.P.), apoya "el derecho del pueblo a rebelarse" contra el regimen militar de Pinochet, como lo hicieron los sandinistas en Nicaragua, afirmó el domingo el Secretario General de la organización, Jaime Insunza.

"No sostenemos ni levantamos ninguna via violenta, lo que sostenemos es la lucha de masas más amplia, multifacética y unitaria que se pueda desarrollar", dijo Insunza.

El M.D.P. agrupa al Partido Socialista, Partido Comunista y el Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR).

Insunza dijo que las acciones que propicia esta coalición opositora, coinciden con la lucha que libró en Nicaragua el Frente Sandinista contra el regimen de Anastasio Somoza, expresando además su solidaridad con los movimientos insurreccionales "que luchan por la democracia en El Salvador, Guatemala y Honduras", pero "ojalá pudiéramos evitarle al pueblo chileno un costo tan alto en la conquista de su libertad", precisó Insunza.

GRAN APAGON - ATENTADO

SANTIAGO.- La normalidad retornó paulatinamente a Santiago la madrugada de ayer, luego que un vasto apagón dejó a oscuras la capital y la región central del país, donde vive más de la mitad de sus 11 millones de habitantes.

El sorpresivo corte de electricidad, que obscureció totalmente la capital, fue provocado por varios atentados dinamiteros contra las torres de alta tensión de la red eléctrica, los que fueron reivindicados por el "Frente Patriótico Manuel Rodríguez", organización clandestina, que afirma luchar contra el regimen militar, pero no estar vinculada a ningún partido político.

El apagón abarcó desde la provincia de Coquimbo por el norte, hasta Temuco por el sur, en una extensión territorial de 1.000 km, y se sintió en ciudades como Valparaíso, Concepción, Talca y Rancagua, según informó la Oficina de Emergencia del Ministerio del Interior.

En Concepción, 525 km al sur de Santiago, desconocidos lanzaron una bomba contra un cuartel policial en el barrio San Pedro, cuando toda toda la zona se hallaba bajo los efectos del apagón.

En el centro de Santiago, donde la policía realizó intensos patrullajes en medio de la penumbra, el apagón comenzó a las 21H locales (01H GMT del lunes) y se prolongó durante una hora y media.

Una de las torres, fue derribada en las cercanías de Milipilla, al poniente de la capital, donde la policía encontró 12 cargas de dinamita. Otra torres se desplomó en el sector de La Florida, en las afueras de Santiago.

Este apagón es el segundo en menos de 10 días, luego que varios atentados explosivos dejaron a oscuras la misma región central de Chile el pasado 22 de marzo.

4 ABRIL '84LAVANDERO SE RECUPERA

SANTIAGO.- El dirigente opositor Jorge Lavandero, se recupera en forma satisfactoria de las graves heridas que sufrió en un atentado el 20 de marzo pasado, informaron hoy en Santiago los médicos que lo atienden.

Lavandero, miembro de la Democracia Cristiana y presidente del PRODEN (Proyecto de Desarrollo Nacional), fue atacado con armas contundentes por un grupo de civiles que interceptaron su automóvil en el sector oriente de la capital.

Luego de superar el periodo crítico, el dirigente recuperó el conocimiento y "ha continuado evolucionando en forma satisfactoria, sin que se hayan presentado complicaciones", dijo el boletín médico.

MANIFESTACIONES - FRANCIA

SANTIAGO.- Una treintena de personas, todas provenientes de barrios elegantes de Santiago, realizaron antenoche una manifestación frente a la residencia del embajador de Francia en Chile, León Bouvier, según informaron medios diplomáticos.

El grupo, que se movilizaba en automóviles, lanzó consignas contra Francia, su gobierno y la vice-cónsul, Yvonne Legrand, a quien el gobierno de Pinochet declaró "persona no grata", al acusarla de ayudar a militantes del proscrito Movimiento de Izquierda Revolucionaria, MIR.

La manifestación, se agrega a las leyendas insultantes que fueron escritas por desconocidos en la casa de la diplomática y numerosas llamadas telefónicas amenazantes que recibió la sede francesa en Santiago, al parecer de grupos ultraderechistas.

DETENIDOS SIN JUICIO

SANTIAGO.- Siete opositores al régimen militar chileno, reclusos sin juicio hace 10 días, están recibiendo malos tratos en el cuartel policial donde se les mantiene en Santiago, denunció ayer una agrupación defensora de los derechos humanos.

Los disidentes fueron capturados en sus domicilios por orden del Ministro del Interior, en vísperas de la Jornada de Protesta. No hubo cargos en su contra y tras una incomunicación de 5 días, la autoridad prolongó la detención por otras dos semanas, indicó la dirigente María Angélica Araneda.

El domingo pasado, durante el apagón que afectó gran parte del país, producto de sabotajes, sus guardianes los golpearon con las culatas de sus armas, los metieron en un recinto estrecho y les advirtieron que serían tiroteados al menor movimiento.

Seis de los siete encarcelados, fueron confinados por 3 meses en lugares remotos de Chile, el año pasado.

5 ABRIL '84VEJACIONES A RELIGIOSA ALEMANA

SANTIAGO.- La Embajada de Alemania Federal en Chile protestó ante el gobierno de Pinochet por los maltratos policiales que recibió en Santiago la religiosa alemana Doris Brigitte Stahl, según informó la misión diplomática.

Brigitte Stahl, diácono de la Iglesia Luterana, fue capturada por Carabineros el pasado 27 de marzo, día de la 8a Jornada de Protesta, luego de recibir un golpe de bastón en la nuca y otro en la espalda y fue llevada a un bus de carabineros estacionado en la inmediaciones. En el interior del vehículo, la religiosa debió tenderse en el piso y soportar nuevos golpes, mientras la tropa circulaba sobre su cuerpo y los del pastor Veit Dieterich y el chileno Jaime Caneo, quienes también fueron detenidos.

Luego de la liberación de los dos hombres, acusa la religiosa, "el jefe a cargo del contingente me hizo quitar la blusa, haciéndome pasear por el pasillo y esta operación se repitió hasta quedar totalmente desnuda, sufriendo toda clase de vejaciones, humillaciones y groserías".

A medianoche, en pleno toque de queda, la diácono fue abandonada en una calle de la comuna de la Cisterna, a gran distancia del sitio de la detención.

La misionera, reclamó al día siguiente la intervención de la embajada de su país y tras recibir atención médica, formuló una reclamación judicial ante un fiscal militar de Santiago.

PINOCHET - CAMBIO GABINETE

SANTIAGO.- El general Pinochet optó aparentemente por buscar una salida más acelerada a la crisis económica, para detener el costo político de la creciente presión social que ejercen los sectores opuesto a su gobierno. Aceptó la renuncia de su Ministro de Hacienda, Carlos Cáceres, que desempeñó esa cartera durante 13 meses y puso en marcha un plan de recuperación económica "gradual y lenta". También abandonó el gabinete el titular de la cartera de Economía, Andrés Passicot, colaborador de Cáceres, partidario como éste de una política fundada en una estricta ortodoxia monetaria.

Pinochet dio a entender que se inicia una nueva etapa, cuya característica será una mayor velocidad en la aplicación de medidas reactivadoras, al tomar juramento al nuevo Ministro de Hacienda, Luis Escobar Cerda, quien fuera Ministro de Economía bajo la presidencia de Jorge Alessandri. En el actual gabinete, fue nombrado Ministro de Economía a Modesto Collados, ex ministro de Vivienda.

Al tomar juramento su nuevo gabinete, Pinochet les señaló directamente que su misión será "hacer realidad cuanto antes los propósitos del gobierno", apremio que fue interpretado por los analistas como un triunfo de la posición sustentada por el Ministro del Interior y Jefe del Gabinete, Sergio Onofre Jarpa, partidario de actuar con rapidez para evitar "el costo político" derivado de las jornadas de protesta que la oposición lanzó en los pasados 10 meses.

6 ABRIL '84

54 ESTUDIANTES DETENIDOS

VALPARAISO.- La Universidad Santa María de Valparaíso, fue intervenida por efectivos de Carabineros anteayer, a pedido del rector militar de dicha universidad quien actuó en contra de estudiantes de la sede universitaria que pedían el regreso de 28 de sus compañeros expulsados luego de los incidentes ocasionados durante la 8a Jornada de Protesta, en la que tuvieron lugar violentos enfrentamientos entre estudiantes y la policía, siendo arrestados 54 estudiantes.

CONDENADO MANUEL ALMEYDA

SANTIAGO.- El líder del Movimiento Democrático Popular (MDP), Manuel Almeyda, encarcelado desde mediados de febrero por incitar a una huelga general contra el gobierno militar, fue condenado a dos años y 200 días de prisión, informó el tribunal que lo enjuicia.

La sentencia preliminar fue dicatada por el juez Osvaldo Faúndez, quien acogió la demanda presentada contra Almeyda por el Ministerio del Interior, pero el caso será elevado a la Corte de Apelaciones de Santiago, que podrá cambiar o ratificar el fallo.

8 ABRIL '84

ANTARTIDA - PINOCHET

SANTIAGO.- La primera aldea de colonos chilenos en la Antártida será inaugurada esta semana, cuando Augusto Pinochet viaje a ese territorio, se informó oficialmente en Santiago.

Pinochet se trasladará mañana lunes a la base Marsh de la Fuerza Aérea de Chile (FACH), en cuyas cercanías se instalaron cinco familias de colonos que conforman la Villa Estrella.

La base está situada en la Isla rey Jorge a la que Pinochet viajará acompañado por el Comandante en jefe de la FACH y miembro de la Junta de gobierno, general Fernando Matthei.

FALLO DE GUERRA

SANTIAGO.- La Corte Suprema, por nueve votos contra cuatro, rechazó el recurso de inaplicabilidad presentado por los abogados defensores de los militantes de izquierda acusados de participar en el atentado que costara la vida al intendente Carol Urzúa.

En consecuencia, Jorge Palma, Carlos Araneda y Hugo Marchant, serán juzgados por un tribunal militar en tiempo de guerra - compuesto por un jurado de 7 vocales, de los cuáles sólo uno es abogado-el que dicta el fallo.

El brigadier general Samuel Rojas, comandante en jefe de la II división de Ejército, convoca al Consejo de Guerra y es él quien conoce el fallo, lo puede aceptar o modificar y ante su determinación no hay recurso alguno que valga.

9 ABRIL '84VICE-CONSUL FRANCIA - PRECISIONES

SANTIAGO.- El gobierno de Pinochet declaró "persona non grata" el 2 de abril pasado a la Vice-cónsul de Francia en Chile, Yvonne Le Grand, y pidió su retiro inmediato acusándola de ser "un elemento perturbador" y habría prestado ayuda a miembros del Movimiento de Izquierda Revolucionaria, MIR, para abandonar el país y escapara así a la detención y tortura a que estaban amenazados.

El Ministerio de RR.EE. de Francia, por su parte, señaló el 24 de marzo pasado, que sus diplomáticos "en latinoamérica como en otras partes, actúan según la ética tradicional de su misión y conforme con las orientaciones de una diplomacia que da prioridad al respeto de los derechos humanos". El ministro francés, Claude Cheysson, destacó frente al Consejo de Ministros, que la vice-cónsul "cumplió regularmente su trabajo a cordando, conforme a su derecho y a su deber, facilidades normales de asilo en Francia a los chilenos".

El "Figaro Magazine", publica el mismo día un artículo, bajo el título "si, Francia ayuda al terrorismo en América Latina", en el que presenta fotocopias de télex que probarían que Yvonne Le Grand habría ayudado a miembros del MIR a salir de Chile, pidiendo y obteniendo personalmente del gobierno chileno, pasaportes con nombres falsos para ellos.

Varias organizaciones chilenas manifestaron esta semana su solidaridad con la vice-cónsul, quien debió abandonar el país el sábado pasado, conducida por la policía hasta su avión rumbo a Francia, donde llegó ayer domingo.

10 ABRIL '84DOS OPOSITORES EXPULSADOS

SANTIAGO.- El gobierno de Pinochet expulsó el sábado 7 abril a dos opositores a su régimen, Jaime Insunza, secretario general del Movimiento Democrático Popular, MDP y dirigente P.C.; y al doctor Leopoldo Ortega, miembro de la Comisión Chilena de Derechos Humanos y ex parlamentario PC por Coihaique.

Los dos dirigentes fueron arrestados la noche del viernes al sábado pasado, luego de ser secuestrados por un grupo de civiles armados. Esa misma noche, informaciones radiales, agregaron que era buscado el doctor Mario Insunza, hermano de Jaime y el dirigente de la AGECH, Manuel Guerrero.

Los dos opositores fueron sacados del país inmediatamente, sin que pudiera mediar recurso legal, rumbo a Brasil.

Al llegar a Rio de Janeiro, leyeron un comunicado en el que califican al régimen de Pinochet de "intolerante e intolerable".

En Santiago, hubieron protestas por esta doble expulsión de parte del MDP, la Alizanza Democrática, el Comando Nacional de Trabajadores y la Democracia cristiana.

12 ABRIL '84PERIODISTA DETENIDO

SANTIAGO.- El director del semanario de oposición "Análisis", Juan Pablo Cárdenas, fue arrestado anteayer en Santiago y será juzgado por injurias al Jefe del Estado e incitar a la subversión.

El semanario, de tendencia centro-izquierda, está sujeto a censura previa, al igual que otros tres: Revista Hoy (democrristiana), APSI (izquierda) y Cauce (social-demócrata).

DESMANTELADA RADIO

SANTIAGO.- Efectivos de la Armada y de Carabineros, desmantelaron el viernes pasado la planta transmisora de Radio "Talcahuano", que desde hace 14 años ocupaba terrenos navales en isla Rocuant.

La emisora presentó un recurso de protección ante la Corte de Apelaciones de Concepción, señalando que en el procedimiento se omitió a los tribunales.

13 ABRIL '84CASO TUCAPEL JIMENEZ

SANTIAGO.- Luego de las acusaciones del ex agente de la CNI (Central Nacional de Informaciones), Galvarino Ancavil, exiliado en París, parecían avanzar las investigaciones sobre el asesinato de Tucapel Jimenez.

Se encontraban detenidos e incomunicados Humberto Calderón Luna (ex jefe de personal de la CNI), el mayor de ejército en retiro, Humberto Gajardo Juliá (jefe de seguridad del Metro); el suboficial de ejército(R) Carlos Molina (también de la CNI) y el cabo Elías Oyarce.

Los abogados de la ANEF (Agrupación Nacional de Empleados Fiscales) de la que Tucapel era dirigente, aguardaban una encargatoria de reo para los cuatro detenidos. Pero, cuando las investigaciones parecían aproximarse al descubrimiento de la verdad, el ministro en visita, Sergio Valenzuela Patiño, dejó en libertad a los detenidos, por "falta de antecedentes".

Los abogados de la ANEF apelarian nuevamente esta semana la decisión del magistrado, insistiendo en la encargatoria de reo para los liberados.

MUERTE MINEROS - FALTA SEGURIDAD

SANTIAGO.- Cinco mineros pirquineros murieron en el fondo de una mina de 30 metros, en Putaendo, cuando el motor compresor que utilizaban, los ahogó con monóxido de carbono.

Este accidente se debió a la ausencia de medidas de seguridad en la mina.

14 ABRIL '84LIBERACION DE ALMEYDA

SANTIAGO.- El Presidente del Movimiento Democrático Popular (MDP), Manuel Almeyda, fue puesto en libertad ayer por orden de la Corte de Apelaciones de Santiago.

Almeyda fue arrestado el 15 de febrero pasado, luego de hacer un llamado público a constituir un gobierno provisional y a la unidad de toda la oposición.

El líder socialista del MDP, fue condenado a dos años y 200 días de prisión a principios de este mes.

16 ABRIL '84SEMINARIO SOBRE DEMOCRACIA

SANTIAGO.- Esta semana se realiza en Santiago un seminario sobre "procesos de democratización y consolidación de la democracia" al que sus organizadores definieron como "particularmente relevante en el Chile de hoy y el debate que en él se haga puede ser especialmente útil para comprender las perspectivas de la democracia y su consolidación en Chile".

Con el auspicio del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea de la Academia de Humanismo Cristiana (CERC), el seminario reúne cerca de 40 académicos y especialistas que pretenden realizar una reflexión sobre la democratización mediante el análisis comparado y el estudio de cierto número de casos. Asisten numerosos académicos chilenos, pero también han acudido especialistas de Europa y América Latina.

Seis temas conforman el programa del seminario:

- 1) El problema de la transición y de la consolidación de la democracia,
- 2) Las herencias de los autoritarismos en la democracia y los obstáculos que transmite y dificultan su consolidación,
- 3) Ciertos aspectos centrales de las dimensiones institucionales de la democracia,
- 4) Las dimensiones internacionales de la democratización,
- 5) Aspectos cruciales de la economía política de la transición y de la consolidación democrática,
- 6) La instauración y cristalización de los partidos y sistemas de partidos.

DESTRUIDO MURAL - ATENTADO

CONCEPCION.- Con bombas molotov fue destruido el mural pintado por los alumnos de Arte de la Universidad de Concepción en homenaje al estudiante Caupolicán Inostroza, muerto en la Protesta del 27 de marzo último.

El grupo de atacantes, rayaron y pintaron encima una enorme araña de Patria y Libertad, grupo de extrema derecha, agregando la palabra "vive".

17 ABRIL '84PINOCHET / IGLESIA - CNT

SANTIAGO.- El general Pinochet denunció el jueves pasado la actitud de la Iglesia católica chilena, veinticuatro horas después que ésta pidió la prueba de su sincera voluntad de democratización.

Pinochet, sin responder al mensaje de los representantes de la iglesia, declaró "lamentablemente, los obispos han siempre actuado de manera parcial contra el gobierno".

Los obispos pidieron el miércoles pasado al gobierno chileno de iniciar conversaciones con la oposición, repitiendo el llamado lanzado el 25 de marzo por el arzobispo Mons. Juan Francisco Fresno a quien los sindicalistas del Comando Nacional de Trabajadores (CNT) entregaron una propuesta en la que sugieren de una comisión integrada por personalidades civiles y militares, para estudiar "una o varias fórmulas" que permitan el restablecimiento de la democracia.

El Comando Nacional de Trabajadores, por otra parte, afirmó hace unos días que, si es aceptado su proyecto para buscar caminos de diálogo y democracia, modificará su estrategia de oposición al régimen militar.

"Pero por el momento esa estrategia no ha variado en absoluto" advirtieron los dirigentes, luego de anunciar una propuesta formal para crear una "comisión patriótica de reconciliación nacional".

Dentro de las futuras acciones del CNT, encabezado por el líder sindical Rodolfo Seguel, figura la próxima realización de una huelga nacional.

18 ABRIL '84MOVIMIENTO SINDICAL UNITARIO

SANTIAGO.- Trescientos dirigentes sindicalistas de base reunidos en Punta de Tralca el fin de semana, acordaron crear el Movimiento Sindical Unitario de carácter transitorio, con el propósito de "ocupar el espacio que nos corresponde al interior del Comando Nacional de Trabajadores, CNT.

En el encuentro prevaleció, tanto en la convocatoria como en el desarrollo, la idea de fortalecer la unidad sindical. El objetivo sería constituir algo parecido a la Central Unica de Trabajadores, CUT, objetivo frente al cuál existen serias discrepancias entre los dirigentes laborales.

La mesa directiva quedó integrada por Emilio Torres, presidente (director del sindicato Coya-Pangal de la CTC); Manuel Jiménez, secretario general (vicepresidente Confederación Nacional del Cuero y el Calzado); Vicente García, tesorero (presidente Sindicato Nacional de la Construcción, entre otros.

El Movimiento Sindical Unitario -que cuenta con el apoyo simbólico de Clotario Blest, antiguo líder sindical- llevará propósitos concretos sobre el paro nacional a la reunión del CNT, este fin de semana en Puente Alto.

19 ABRIL '84

CHILE - PARLAMENTO EUROPEO

SANTIAGO.- El regimen militar chileno rechazó una crítica del Parlamento Europeo sobre la situación interna del país y afirma en un documento oficial difundido hoy por la prensa chilena, que en Chile se respetan los derechos humanos y que el gobierno de Pinochet favorece la democratización.

La resolución crítica fue aprobada el 13 de abril por el Parlamento Europeo y en ella acusa al regimen militar chileno de violar los derechos humanos y de no asegurar garantías para los ciudadanos.

Se menciona también la fuerte desocupación que afecta a los trabajadores.

Por su parte, el gobierno militar justifica el golpe de estado de 1973, aseverando que el gobierno constitucional de Salvador Allende, quebró la tradición histórica de Chile hasta 1970, en que "era una democracia ejemplar".

QUERRELLA DEL CODEPU

SANTIAGO.- El Comité de Defensa de los Derechos del Pueblo, CODEPU, anunció hoy la presentación de querrelas criminales contra la policía, por un allanamiento perpetrado en dos sedes de ese organismo opositor, en el que fueron detenidas nueve personas ayer, entre ellas Fabiola Letelier, hija de la presidenta de CODEPU.

La Comisión Chilena de Derechos Humanos declaró que el arresto y posterior reclusión de las personas que se encontraban en los recintos de CODEPU, "hacen temer por la integridad física y psíquica de ellas".

Versiones radiales indicaron que otras cuatro personas fueron detenidas en la tarde de hoy por agentes de la Central Nacional de Informaciones, CNI.

De acuerdo a estos informes, los detenidos, cuya identidad no fue suministrada, pertenecerían al Partido Socialista "24 Congreso". Una de sus dirigentas, Cecilia Suárez, se encuentra asilada desde fines del mes anterior, en la Embajada de Costa Rica en esta capital.

21 ABRIL '84

C.N.T - LLAMADO lero MAYO

SANTIAGO.- El Comando Nacional de Trabajadores, CNT, que reúne a las principales organizaciones laborales de Chile, hizo un llamado hoy a conmemorar el próximo primero de mayo "en forma unitaria y combativa".

En una conferencia de prensa, el CNT dió a conocer la convocatoria y señaló que "nuestro pueblo jamás se doblegará ante el uso de la fuerza y su opción clara y decidida es por construir un futuro de paz, con democracia, justicia y libertad".

La organización solicitó ayer la autorización a la Jefatura de la zona en estado de emergencia, para realizar un acto publico el lero de mayo, en el Parque O'Higgins de esta capital.

El CNT pidió permiso también para llevar a cabo una Asamblea sindical, con delegados de todo el país, el 28 de abril próximo, a fin de fijar la fecha de un posible Paro Nacional de actividades.

AUMENTO DE CESANTIA

SANTIAGO.- Según cifras difundidas ayer por el estatal Instituto Nacional de Estadísticas, INE, se reflejan incrementos en las tasas de desocupación en la agricultura y servicios comunales, sociales y personales en Chile.

Los antecedentes indican que la tasa de desocupación aumentó a 15 % en el trimestre diciembre-febrero último, en comparación con el 14 % del trimestre octubre-diciembre de 1983.

En la agricultura, el incremento fue de 5,8 a 6,6 % en los periodos señalados, en tanto que en el sector de Servicios Comunales, Sociales y Personales, subió de 8,9 a 10 %.

El aumento en el nivel de desempleo de este último sector, se atribuye a la baja que experimentaron el Plan de Empleo Mínimo (PEM) y el Plan Ocupacional para Jefes de Hogar (POJH), programas oficiales de subsidio al desempleo.

El número de ocupados en estas actividades, con salarios mensuales equivalentes a 35 y 70 dolares aproximadamente, se redujo en 31 mil 300 personas entre los dos trimestres considerados.

De acuerdo al INE, el resto de las actividades económicas registro bajas en sus respectivas tasas de desocupación.

22 ABRIL '84

ATENTADO AGENTES CNI

SANTIAGO.- Dos agentes del gobierno militar chileno resultaron heridos hoy, al estallar una bomba mientras practicaban un allanamiento en un sector residencial de Santiago, informaron fuentes policiales.

Los funcionarios de la secreta Central Nacional de Informaciones, CNI, practicaban el operativo en la villa de la Universidad Católica y fueron alcanzados por la onda expansiva en el patio de una casa cuando desenterraban un maletín que aparentemente contenía la bomba.

Los dos heridos fueron internados de urgencia esta noche en el hospital militar de Santiago.

Un miembro de una célula clandestina del Partido Socialista de Chile, fue detenido en el allanamiento y otros cuatro miembros de la organización socialista "Vigésimo cuarto Congreso", fueron arrestados por la CNI el jueves pasado en una acción policial similar, donde la CNI dijo haber descubierto varias armas de fuego y elementos para la fabricación de explosivos.

HELICOPTERO EXTRAVIADO

SANTIAGO.- Un helicóptero extraviado desde hace más de una semana, en el que viajaban un geólogo sudafricano y el piloto chileno, fue localizado hoy en la Cordillera de los Andes, en la región fronteriza con Argentina y cerca de la ciudad de Copiapó, 800 km al norte de Santiago.

La aeronave desapareció el sábado 14 de abril, llevando a bordo al sudafricano Louis Murray, investigador de la empresa minera Anglo American Corporation, quien junto al piloto César Tejos realizaba una prospección minera en la región.

El fuselaje de la nave no presentaba daños, lo que hace presumir que tuvo un aterrizaje de emergencia y que sus dos ocupantes aún se encuentran vivos, según indicaron los primeros reportes de la patrulla.

EXPLORACION EN LA ANTARTIDA - CRITICAS

SANTIAGO.- La exploración y estudios que Chile realiza en la Antártica, fueron criticados por el diario soviético "Sotsialisticheskaya Industriya", el que calificó como "bandidaje" cualquier intento chileno para reclamar parte de esa región helada.

Fuentes del gobierno chileno afirmaron hoy que Chile realiza en la Antártica actividades pacíficas, conforme a lo establecido en el tratado que regula la penetración internacional de ese continente.

Chile reivindica para sí 1.250.000 de los 14 millones de km cuadrados de la región antártica. También mantienen reclamaciones otras seis naciones, entre ellas Argentina y Gran Bretaña.

24 ABRIL '84MIR - PELIGRO PENA DE MUERTE

SANTIAGO.- Trece miembros del Movimiento de Izquierda Revolucionaria, MIR, podrían ser fusilados en Chile si la justicia militar acoge la petición de dos fiscales acusadores, informaron hoy en Santiago fuentes autorizadas.

El fiscal militar, Juan Michelsen, pidió la pena de muerte contra cinco militantes de dicha organización, acusados de dar muerte a un policía que custodiaba la simbólica "llama de la libertad", en abril 1980, según se supo hoy en el tribunal.

El pasado 11 ya se recomendó una sentencia similar contra siete izquierdistas, por la muerte de dos policías, en diciembre 1980. Pero en este primer grupo, figuraban Víctor Zúñiga Arellano y Carlos García Herrera, que también aparecen mencionados por el fiscal como merecedores de la pena capital, en el proceso por el atentado de la "llama de la libertad".

En otra investigación paralela, los integrantes del MIR, Jorge Palma Donoso, Hugo Marchant Mora y Carlos Araneda Miranda, deberán comparecer en los próximos días ante un Consejo de Guerra. El fiscal, Francisco Baghetti pidió a la justicia militar que sean ejecutados.

La nómina de los procesados (13) que podrían ser condenados a muerte, es la siguiente:

Gonzalo González Quiroga, Rodolfo Rodríguez Moraga, Nelson Cartagena Córdoba, Juan Gajardo Ortiz, Miriam Ortega, Fernando Reveco Soto, Fermín Montes, Pedro Burgos Ibañez, Víctor Zúñiga Arellano, Carlos García Herrera, Jorge Palma Donoso, Carlos Araneda Miranda y Hugo Marchant Mora.

La única mujer del grupo, Miriam Ortega, no ha sido detenida hasta ahora y permanece prófuga, se indicó en medios vinculados a los procesos.

HUELGA PERIODISTAS / CENSURA

SANTIAGO.- Más de una treintena de periodistas iniciaron hoy una huelga de hambre para protestar por la censura previa que el gobierno de Pinochet impuso a las publicaciones opositoras.

La censura fue implantada hace un mes, cuando el país quedó bajo las normas del estado de emergencia, que faculta a los jefes militares para restringir las libertades públicas.

Las publicaciones afectadas, que representan posiciones de izquierda, socialdemocracia y la democracia-cristiana, acataron en un comienzo la censura y enviaron sus artículos y reportajes a las oficinas del gobierno, para su revisión.

Esos materiales no fueron devueltos hasta ahora, lo que impidió la aparición de las revistas, según dijeron sus representantes al iniciar la huelga de hambre que se mantendrá durante 24 horas, en la sede del Colegio de Periodistas de Chile.

25 ABRIL '84REFUGIADOS NUNCIATURA - PRECISIONES

SANTIAGO.- Jaime Yavanovic Prieto, José Aguilera Suazo, Elba Duarte Valle y Pamela Cordero Cordero, los cuatro militantes de la Izquierda Revolucionaria, MIR, que se refugiaron en la Nunciatura Apostólica de Santiago, el 15 de enero último, recibieron los salvoconductos para salir del país, el jueves 5 de abril.

Hasta esa fecha, el gobierno militar de Augusto Pinochet se había negado a acordar los salvoconductos a los cuatro opositores, a quienes acusa de haber participado el 30 de agosto 1983, a un atentado que le costara la vida al Intendente de Santiago, general Carol Urzúa y a dos de sus guardaespaldas.

El sábado 7 de abril, fueron recibidos en Ecuador desde donde se trasladarán al país de acogida definitiva.

A petición de la Santa Sede, Ecuador recibió al grupo y a poco de su llegada a Quito, Bélgica concedió asilo definitivo a Pamela Cordero y a José Aguilera Suazo, a solicitud del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR).

La Embajada ecuatoriana en Santiago, informó que los otros dos opositores chilenos asilados temporalmente por el Ecuador, viajarán a Cuba hoy o mañana y que la radicación de Elba Duarte y de Yovanovic en Cuba fue igualmente gestionada por ACNUR.

El gobierno chileno demoró la autorización para que los cuatro disidentes abandonaran el país, después que un fiscal militar los señaló como cómplices o autores directos de la muerte de Carol Urzúa.

ATENTADO OFICINA ALCALDE

SANTIAGO.- Tres mujeres y un hombre resultaron heridos hoy cuando una bomba estalló en las oficinas del Alcalde de la Comuna de Quinta Normal. Según la policía, la explosión ocurrió poco después del mediodía, cuando los funcionarios de esa municipalidad, terminaban de atender a cientos de contribuyentes.

Los cuatro heridos fueron alcanzados por la onda expansiva de la bomba, que también destruyó puertas, ventanales y parte del techo.

El Alcalde de Quinta Normal no se hallaba en sus oficinas a la hora del estallido. El edificio municipal fue aislado de inmediato por la policía y agentes de los servicios de seguridad del gobierno.

Ninguna organización se atribuyó inicialmente la autoría del atentado, que se suma a una serie de acciones similares registradas en las últimas semanas y atribuidas a la izquierda.

26 ABRIL '84

PRENSA - INCIDENTES

SANTIAGO.- Violentos incidentes estallaron ayer en Santiago, al culminar una huelga de hambre que mantenían periodistas de las publicaciones opositoras en protesta por la censura que les impuso el gobierno militar.

Carabineros impidió una marcha que proyectaban realizar alrededor de 100 manifestantes, al terminar su ayuno de 24 Horas, en las puertas del Colegio de Periodistas de Chile.

En los incidentes, donde carabineros utilizaron sus bastones y un carro lanza-agua, fue detenido el periodista Gabriel Figueroa, del semanario "Hoy".

El control de informaciones afecta además a las revistas "Análisis", "Apsi", "Cauce", "La Bicicleta" y "Fortín Mapocho", que representan las posiciones de la izquierda, la democracia cristiana y la socialdemocracia.

Los manifestantes exigían, además, la libertad del director de la revista "Análisis", Juan Pablo Cárdenas, encarcelado desde hace 15 días bajo la acusación de incitar a la subversión.

AYUNO FAMILIARES POSIBLES CONDENADOS

SANTIAGO.- Familiares de tres militantes del Movimiento de Izquierda Revolucionaria, MIR, sometidos a un Consejo de Guerra que puede condenarlos a la pena de muerte, concluyeron anoche 10 días de huelga de hambre, en un céntrico templo de Santiago.

Los ayunantes, 10 mujeres y dos hombres, que culminaron su acción con una misa efectuada en la iglesia de San Francisco, protestaban por la suerte de Carlos Araneda Miranda, Jorge Palma Donoso y Hugo Marchant Mora, quienes pueden ser fusilados si el tribunal acoge una recomendación del fiscal militar.

El sacerdote que ofició la misa leyó pasajes bíblicos referidos al juicio de Jesucristo ante tres sillas vacías ubicadas cerca del altar.

El Consejo de Guerra se aplazó en noviembre, cuando un tribunal de apelaciones acogió los argumentos de la defensa de los izquierdistas, que señalaban su improcedencia, porque Chile no vive un estado de guerra. Pero la Corte Suprema modificó este dictamen hace un mes y el juez militar de Santiago quedó facultado para convocar a los 7 representantes de las FF.AA. que integrarán el consejo.

27 ABRIL '84

ALEMANIA -NUEVO RECLAMO

SANTIAGO.- Alemania Federal presentará un nuevo reclamo ante las autoridades chilenas, por el caso de la religiosa luterana Doris Brigitte Stahl, quien acusó a la policía de haberla sometido a vejámenes sexuales.

El Embajador alemán en Chile, Hermann Holzheimer, que ya presentó una primera protesta ante la Cancillería a nombre de su gobierno, dijo que hasta ahora prepara una reclamación por las informaciones difundidas aquí, que tratan de desacreditar la denuncia de la religiosa.

Versiones atribuidas a la Fiscalía Militar que investiga esta acusación, pusieron en duda la calidad de religiosa de la subdita alemana y la vincularon con actividades políticas contrarias al gobierno del general Pinochet.

El Embajador alemán, hablando en rueda de prensa, dijo que "nada, pero absolutamente nada, da derecho a las fuerzas de seguridad para someter a apremios sexuales y denigrantes a ningún ser humano".

El diplomático desmintió que la religiosa haya mantenido contacto con opositores al régimen militar y dijo que existen "pruebas médicas irrefutables" sobre las lesiones que sufrió cuando permaneció en manos de la policía.

ATENTADO A OTRA ALCALDIA

SANTIAGO.- Una carga de dinamita destruyó hoy instalaciones de la Alcaldía comunal de La Cisterna, en el barrio sur de la capital, informó la policía chilena.

La explosión, a las dos de la madrugada, causó daños en varias oficinas del edificio y provocó gran alarma. No hubo lesionados y ninguna organización reivindicó el atentado.

El miércoles, una bomba confeccionada con un kilogramo de explosivos plásticos, devastó una repartición del Municipio de Quinta Normal, en el barrio poniente de Santiago y cuatro funcionarias quedaron heridas, se recordó.

EL SALVADOR-ZALDIVAR

SANTIAGO.- El presidente de la Internacional democristiana (IDC), Andrés Zaldivar, fue invitado por el gobierno del Salvador para que actúe como observador en la segunda ronda de los comicios presidenciales de ese país, informó ayer en Santiago la secretaria de ese organismo. Las elecciones salvadoreñas se realizarán en domingo 6 de Mayo.

29 ABRIL '84

MAPUCHES - ENFRENTAMIENTOS

TEMUCO.- Indígenas mapuches enfrentaron a la policía en esta ciudad del sur de Chile, en un incidente de gran violencia, sin precedentes en los últimos años.

Los agentes actuaron cuando cientos de Mapuches avanzaron por las calles céntricas de esta ciudad, reclamando la liberación de tres dirigentes de su principal organización gremial y cultural ADMAPU.

Dos de esos líderes fueron relegados por tres meses a puntos aislados del desierto del Norte de Chile, esta semana, y el tercero quedó encarcelado en Concepción, que dista 350 km de Temuco.

Un informe oficial indicó que los dirigentes desarrollaban actividades "subversivas" cuando fueron detenidos en Arauco, región que concentra a gran parte de los 500.000 mapuches de la población chilena.

ADMAPU declaró infundados los cargos y dijo que los inculpados participaban en la organización de su pueblo, para rechazar políticas gubernamentales que dificultan su acceso a la educación y la propiedad de las tierras que estos indígenas poseían a la llegada de los conquistadores españoles hace cuatro siglos.

En los incidentes en Temuco, 700 km al sur de Santiago, resultaron lesionados varios policías y manifestantes y cinco de estos fueron detenidos, informaron las autoridades.

30 ABRIL '84

HUELGA GENERAL - SINDICATOS CONVOCAN

SANTIAGO.- La primera Huelga Nacional contra el régimen militar de Pinochet, fue convocada ayer en Chile por unos 1.200 delegados sindicales de todo el país, para una fecha aun no determinada, pero dentro de los próximos 90 días.

El acuerdo se logró, luego de una ardúa discusión que duró 5 horas entre los representantes de unas 580 organizaciones sindicales afiliadas al Comando Nacional de Trabajadores. La asamblea convocó a una concentración masiva para el 1ero de mayo y aprobó también la convocatoria de la Novena Jornada de Protesta Nacional, para el 11 de mayo próximo.